



Lundi 12 mai 2025

L'armée israélienne tue en masse, les dirigeants occidentaux laissent faire

« Nous avons décidé d'intensifier l'opération à Gaza », a affirmé Netanyahu le 5 mai. « L'opération inclut une attaque de grande envergure [et] le déplacement de la plupart de la population de la bande de Gaza », a renchéri le porte-parole de l'armée israélienne. Intensifier l'opération ? Faire pire que les 52 000 morts gazaouis, que la destruction de tout le bâti ? En s'efforçant d'expulser les deux millions de Gazaouis et en tuant tous ceux qu'ils n'auront pas réussi à expulser ?

À Gaza, c'est l'humanité qu'on assassine

Sous les yeux du monde entier, on meurt à Gaza. Sous les bombes, mais aussi de faim. L'aide humanitaire est bloquée depuis plus de deux mois par les dirigeants israéliens, fiers d'utiliser l'arme de la faim contre la population. Il n'y a plus d'enfance, à Gaza. L'enfance, la jeunesse, ce sont des rêves, des projets d'avenir, toutes choses si profondément enracinées dans l'humanité qu'elles résistent à la misère. Elles n'ont pas résisté à Gaza. Les gosses, quand la vie ne leur a pas été ôtée par une bombe ou le tir d'un sniper, n'ont plus d'espoir, pas d'avenir : ils sont comme des vieillards, mais sans avoir vécu. Oui, à Gaza, c'est bien l'humanité qu'on assassine.

La complicité des dirigeants occidentaux

Les dirigeants européens ont éprouvé le besoin de réagir, verbalement : « *Gaza est au bord de l'effondrement, du chaos et de la famine* », a déclaré à l'Assemblée Jean-Noël Barrot, le ministre des Affaires étrangères. « *Il est temps que l'Union européenne et l'ensemble de la communauté internationale se réveillent. Ce à quoi nous assistons est une honte absolue* », affirme de son côté son homologue belge.

« Se réveiller » pour quoi faire ? Dire « c'est pas bien » et laisser Netanyahu déchaîner le feu d'une armée suréquipée face à des populations affamées et sans défense ? Que faudrait-il pour que les dirigeants occidentaux dépassent les protestations verbales et cessent de fournir ses bombes à l'armée israélienne ?

La répression, c'est contre ceux qui dénoncent la situation à Gaza !

Ah, mais le gouvernement français n'est pas resté inactif ! À défaut de s'en prendre au gouvernement israélien, Retailleau, le ministre de l'Intérieur, s'en

prend à ceux qui le dénoncent : sous prétexte de lutter contre l'antisémitisme, il prétend interdire le collectif Urgence Palestine, un des principaux organisateurs des manifestations de soutien aux populations de Gaza.

Lutter contre l'antisémitisme ? Mais alors, c'est Netanyahu qu'il faudrait arrêter ! Car, à cause de bourreaux comme lui, les véritables antiracistes, qui luttent contre toutes les formes de racisme, doivent batailler pour que tous ceux qu'indigne la politique du gouvernement israélien ne confondent pas, justement, Juifs et sionistes ! Où et quand a-t-on vu un Retailleau combattre le racisme ? En pourchassant les femmes voilées ? En cultivant l'islamophobie à coup de textes contre les migrants, en niant le droit du sol ? Le gouvernement, en reprenant les refrains mensongers de l'extrême droite, est un des premiers à alimenter le racisme ambiant. Et Retailleau voudrait nous donner des leçons d'antiracisme ?

Il faut que cesse le massacre des populations palestiniennes !

Le 15 mai, c'est l'anniversaire de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948. Cela fait 77 ans que les Palestiniens ont été chassés de leur terre par, déjà, les exactions de l'extrême droite sioniste. Depuis 77 ans, trois générations ont passé et ont grandi dans les camps, avant que le régime d'extrême droite israélien veuille désormais les exterminer ! Soyons présents le 17 mai, notamment à Paris, dans les manifestations de solidarité avec la Palestine et contre la répression qui touche celles et ceux qui dénoncent le génocide en cours et la colonisation de l'État d'Israël.

Plus que jamais, il est indispensable que s'intensifient les manifestations contre le massacre en cours à Gaza !

PSG : Poissy-Saint-Germain ?

La semaine dernière le journal *L'Équipe* annonçait que le terrain de notre usine était en compétition finale avec Massy pour accueillir le futur « PSG land » (stade de 60 000 places, des hôtels, restaurants, boutiques, lieux de détente... un projet à 1 milliards d'euros). Et que la mairie de Poissy mouille le maillot pour convaincre les dirigeants du PSG. Même si c'est Massy qui remporte le futur contrat, c'est bien la preuve que Stellantis veut vendre le terrain de l'usine et donc fermer.

Stellantis, politiciens, milliardaires qataris négocient en cachette depuis des mois... pendant ce temps-là la direction nous baratine sur l'avenir du site.

Non à la fermeture ! Imposons des garanties pour nos emplois et nos salaires après la fin de la Mokka !

Il y a de l'or à aller chercher

Si les milliardaires qataris sont intéressés par le terrain de l'usine, c'est qu'il vaut de l'or : près de Paris, bien desservi par les actuels et futurs transports publics, et par 2 autoroutes. Stellantis ferait une juteuse opération immobilière. Il y a plein d'argent en jeu, raison de plus pour nous les ouvriers de réclamer des garanties.

L'« Yvelines Connection » vient refourguer sa cam

Selon la presse, ce jeudi, des politiciens vont venir à l'usine pour dire leur volonté de défendre l'emploi... mais surtout pour s'occuper de leurs carrières. Parmi eux, un ami de Macron le député Karl Olive, condamné à huit mois de prison avec sursis pour prise illégale d'intérêts, et Pierre Bédier, président du conseil départemental des Yvelines, qui a été condamné à 18 mois avec sursis pour recel d'abus de biens sociaux et corruption. Nous n'avons rien à attendre de ce genre de personnages. Seules compteront nos mobilisations.

Sous-traitants, CDD, CDI : tous menacés

La direction veut se débarrasser des sous-traitants Trigo sur le site et a d'autres sous-traitants dans son viseur. Après les avoir attaqués, la direction s'en prendra plus facilement aux salariés Stellantis. Les salariés de Trigo ont besoin de travailler comme nous tous. On travaille ensemble, il faudra se battre ensemble, pour ne pas être jetés, avec de minables miettes.

Renault, aussi menteur que Stellantis à Poissy

La direction de Renault Flins fait sa pub dans la presse pour recruter 150 CDI. En réalité elle a fait passer des tests d'embauche à 127 candidats, mais n'a gardé personne, pas même les intérimaires qui y travaillent depuis des années. Déjà en octobre 2023, elle avait promis 150 embauches en CDI, mais elle n'en a réellement recruté que 2.

Pendant que la direction fait une nouvelle fois son opération enfumage, elle continue de baisser les effectifs du site.

Mort pour le profit

À Stellantis Mulhouse, mardi 29 avril, un chauffeur de « taxi » tchèque de 60 ans qui livrait des pièces à l'usine s'est écroulé dans la zone de repos des chauffeurs. Il a été déclaré mort quelques minutes après, malgré l'intervention des secours. D'où venait-il ? Combien d'heures avait-il conduit ? On ne sait rien, ni sur sa vie, ni sur ses conditions de travail.

Stellantis se cache derrière la sous-traitance et nie sa responsabilité. Pourtant c'est bien Stellantis qui met en concurrence les sous-traitants pour écraser salaires et protections, comme elle détériore nos conditions de travail. Le système qui veut ça ? Alors il faut le renverser !

John et Luca unis pour les profits...

Le président de Stellantis John Elkann et le directeur de Renault Luca de Meo ont surmonté leur rivalité pour donner une interview commune au Figaro et réclamer... la même chose que d'habitude : moins de normes et plus d'aides publiques. Pour un nouveau calcul des émissions de CO₂ et un assouplissement de la réglementation sur les petites voitures qui, selon eux, ne seraient pas assez rentables. Les États et l'Union Européenne devraient les aider à maintenir leurs profits, sinon « il sera trop tard ». Les rapaces se moquent bien du climat, mais en veulent à nos impôts.

Deux jours après l'interview, les eurodéputés votaient le plan d'aide à l'industrie automobile, pour revoir le calcul des émissions de CO₂ et étaler les règles prévues pour 2025 jusqu'à 2027. Même sans pape, les prières de patrons sont toujours exaucées.

Pile tu perds, face je gagne

Nissan veut supprimer 20 000 emplois sur 130 000 et fermer 7 usines sur 17. Le PDG met en avant un déficit de 4,6 milliards de dollars, mais il ne parle pas des années où Nissan a été très bénéficiaire où les actionnaires s'en sont mis plein les poches. Pourquoi ce ne serait pas à eux de ressortir l'argent ? Ce n'est pas aux travailleurs de payer pour la gestion des capitalistes.

ArcelorMittal : pour une résistance en acier trempé

Mardi 13 mai, plusieurs centaines d'ouvriers et soutiens se sont rassemblés à Saint-Denis au siège d'ArcelorMittal contre la suppression de 630 postes en France. Des délégations des sites de Dunkerque, Florange, Montataire (Oise), Le Creusot, et bien d'autres. Les ouvriers veulent l'arrêt des licenciements et la « nationalisation » mais personne n'est dupe : seul un rapport de force national pourrait garantir les emplois.

Bien des sites, comme Montataire, fournissent en bobines l'industrie automobile menacée des milliers de licenciements, y compris Poissy menacé de fermeture.

Si toutes les luttes de la sidérurgie, de l'automobile... prenaient contact en vue de se coordonner, elles pourraient faire plier patronat et gouvernement sur toutes les revendications des ouvriers menacés !